

Traitement des données à caractère personnel

A. Traitement de données à caractère personnel par la Banque

Toute donnée à caractère personnel figurant dans le Contrat ou s'y rapportant, y compris toute donnée à caractère personnel liée à l'exécution du Contrat, est traitée conformément au règlement (UE) 2018/1725. Ces données sont traitées par le responsable du traitement uniquement aux fins de la mise en œuvre, de la gestion et du suivi du Contrat.

Le Consultant ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées par le responsable du traitement dans le cadre du présent Contrat disposent de droits spécifiques en tant que personne concernée en vertu du chapitre III (Articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de ses données à caractère personnel et le droit à la limitation du traitement des données ou, le cas échéant, d'opposition à celui-ci, ainsi que le droit à la portabilité des données.

Si le Consultant ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent Contrat ont des questions concernant le traitement de leurs données à caractère personnel, ils doivent s'adresser au responsable du traitement. Ils peuvent également s'adresser au délégué à la protection des données du responsable du traitement. Ils ont le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données.

Les détails concernant le traitement des données à caractère personnel sont disponibles dans la notice sur la protection des données mentionnée dans le Contrat.

B. Traitement de données à caractère personnel par le Consultant

Le traitement de données à caractère personnel par le Consultant doit répondre aux exigences du règlement (UE) 2018/1725 et être effectué uniquement aux fins définies par le responsable du traitement.

Le Consultant aide le responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de répondre aux demandes dont le saisissent les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent Contrat en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III (Articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725. Le Consultant informe sans délai le responsable du traitement de ces demandes.

Le Consultant ne peut agir que sur instructions écrites et documentées et sous le contrôle du responsable du traitement, notamment en ce qui concerne les finalités du traitement, les catégories de données qui peuvent être traitées, les destinataires de ces données et les moyens par lesquels la personne concernée peut exercer ses droits.

Le Consultant accorde l'accès aux données à son personnel dans la mesure strictement nécessaire à la mise en œuvre, à la gestion et au suivi du Contrat. Le Consultant doit veiller à ce que le personnel autorisé à traiter des données à caractère personnel s'engage à respecter la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale de confidentialité appropriée, conformément aux dispositions de l'Article 12 des présentes Conditions générales.

Le Consultant adopte des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées, en tenant dûment compte des risques inhérents au traitement des données et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités dudit traitement, afin d'assurer, en particulier, selon les besoins :

- (a) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- (b) la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement ;
- (c) des moyens de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- (d) l'application d'une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

- (e) l'application de mesures visant à protéger les données à caractère personnel contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de telles données transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données, de manière accidentelle ou illicite.

Le Consultant notifie les violations de données à caractère personnel pertinentes au responsable du traitement dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 48 heures suivant le moment où il en prend connaissance. Dans ce cas, le Consultant fournit au responsable du traitement au moins les informations suivantes :

- (a) la nature de la violation des données à caractère personnel, y compris, dans la mesure du possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation ainsi que les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- (b) les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- (c) les mesures prises ou qu'il est proposé de prendre pour remédier à ladite violation, y compris, le cas échéant, les mesures visant à en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Le Consultant informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2018/1725, du règlement (UE) 2016/679 ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou des États membres relatives à la protection des données visées par le Contrat.

Le Consultant assiste le responsable du traitement dans l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu des Articles 33 à 41 du règlement (UE) 2018/1725, à savoir :

- (a) veiller au respect de ses obligations de protection des données concernant la sécurité du traitement et la confidentialité des communications électroniques et des annuaires d'utilisateurs ;
- (b) notifier toute violation de données à caractère personnel au Contrôleur européen de la protection des données ;
- (c) informer sans délai la personne concernée d'une violation de ses données à caractère personnel, le cas échéant ;
- (d) réaliser des analyses d'impact sur la protection des données et procéder à des consultations préalables si nécessaire.

Le Consultant tient un registre de toutes les opérations de traitement de données effectuées pour le compte du responsable du traitement, des transferts de données à caractère personnel, des atteintes à la sécurité, des réponses aux demandes d'exercice des droits des personnes dont les données à caractère personnel sont traitées et des demandes d'accès de tiers à des données à caractère personnel.

La Banque est soumise au protocole n° 7 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne relatif aux privilèges et immunités de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne l'inviolabilité des archives (y compris la localisation physique des données et des services comme indiqué au présent point B de la présente Annexe) et la sécurité des données, dont les données à caractère personnel détenues au nom de la Banque dans les locaux du Consultant ou d'un de ses sous-traitants.

Le Consultant informe la Banque sans délai de toute demande juridiquement contraignante de divulgation des données à caractère personnel traitées pour le compte de la Banque émanant de toute autorité publique nationale, y compris une autorité d'un pays tiers. Le Consultant ne peut accorder un tel accès aux données sans l'autorisation écrite préalable de la Banque.

La durée du traitement des données à caractère personnel par le Consultant ne dépassera pas une période de cinq (5) ans après l'expiration ou la résiliation du Contrat. À l'expiration de cette période, le Consultant devra, selon le choix du responsable du traitement, restituer sans délai toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et les copies de celles-ci dans un format convenu d'un commun accord ou effacer définitivement toutes les données à caractère personnel, à moins que la législation nationale ou de l'Union exige une conservation plus longue des données à caractère personnel.

Aux fins de l'Article 5 des présentes Conditions générales, si une partie ou l'ensemble du traitement des

données à caractère personnel est sous-traité à un tiers, le Consultant doit communiquer les obligations stipulées dans la présente Annexe et dans le Contrat, par écrit, à ces parties, y compris les sous-traitants. À la demande de la Banque, le Consultant fournira un document attestant cet engagement.